

ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

Pouvoir adjudicateur :

UGECAM NORD EST
Siège social
75 bld Lobau
54 042 Nancy Cedex

Autorité représentant le pouvoir adjudicateur :

Madame Christelle PROST
Directrice Générale de l'UGECAM NORD EST

Comptable assignataire des paiements :

Monsieur Pierre-Yves GERARD
Directeur comptable et financier de l'UGECAM NORD EST

Objet du marché :

Mission de Maîtrise d'œuvre pour les travaux de réhabilitation du nouveau siège social de l'UGECAM NORD EST.

SOMMAIRE

1	ARTICLE 1 – CONTRACTANT	3
2	ARTICLE 2 – PROPOSITION FINANCIERE	4
3	ARTICLE 3 – PAIEMENTS	5
4	ARTICLE 4 – SOUS TRAITANCE (<i>dans les limites de l'article 1.4 du CCAP</i>)	7
5	ARTICLE 5 – DELAI DE PAIEMENT	7
6	ARTICLE 6 – DELAIS D'EXECUTION	8
6.1	Notification du marché	9
7	ANNEXE 1 – DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE	10
7.1	Identification de l'acheteur/pouvoir adjudicateur	10
7.2	Objet du marché	10
7.3	Objet de la déclaration du sous-traitant	10
7.4	Identification du soumissionnaire ou titulaire du marché	10
7.5	Identification du sous-traitant	11
7.6	Nature des prestations sous-traitées	11
7.7	Prix des prestations sous-traitées	11
7.8	Conditions de paiement	11
7.9	Capacités du sous-traitant	12
7.10	Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des interdictions de soumissionner	12
7.11	Cession ou nantissement des créances résultant du marché public	13
7.12	Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant	14

1 ARTICLE 1 – CONTRACTANT

- ✓ Si le contractant est une entreprise individuelle : utiliser la formule (A)
- ✓ Si le contractant est une société : utiliser la formule (B)

A). Je soussigné : (nom et prénoms)

- ✓ Agissant en mon nom personnel :
- ✓ Domicilié à :
- ✓ Téléphone :
- ✓ Adresse E-Mail :

- ✓ Immatriculé (e) à l'I.N.S.E.E. :
- ✓ Numéro d'identité d'entreprise (SIREN) :
- ✓ Numéro d'identité d'établissement (SIRET) :
- ✓ Code d'activité économique principale (APE) :
- ✓ N° TVA :
- ✓ Numéro d'inscription au registre du commerce :

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) m'**ENGAGE** sans réserve, conformément aux stipulations des documents constitutifs du présent marché qui y sont mentionnés.

B). Je soussigné : (nom et prénoms)

- ✓ Agissant au nom et pour le compte de la Société,
- ✓ (Intitulé complet et forme juridique de la Société)
- ✓ Ayant son siège à :
- ✓ Téléphone :
- ✓ Adresse E-Mail :

- ✓ Immatriculé (e) à l'I.N.S.E.E. :
- ✓ Numéro d'identité d'entreprise (SIREN) :
- ✓ Numéro d'identité d'établissement (SIRET) :
- ✓ Code d'activité économique principale (APE) :
- ✓ N° TVA :
- ✓ Numéro d'inscription au registre du commerce :

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) nous nous **ENGAGEONS** sans réserve, conformément aux stipulations des documents constitutifs du présent marché qui y sont mentionnés.

A exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies :

Fait à, le.....,
Je soussigné : (nom & prénom)

Exerçant la fonction de :
Pour la société : (nom & adresse)

Signature du titulaire :

2 ARTICLE 2 – PROPOSITION FINANCIERE

Conditions générales de l'offre de prix :

L'offre de prix est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 précédent celui de la date limite de remise des offres soit 06/2025. Elle résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération et comprend les éléments de mission de maîtrise d'œuvre définis à l'article 1.6 du CCAP.

Calcul de la rémunération provisoire

Part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le Maître d'ouvrage : **Co = 513 000,00 € HT (valeur 06/2024)**

Le taux de rémunération de la mission de base est de : %

Le forfait provisoire de rémunération est fixé à : € HT

Le taux de TVA en vigueur au jour de la signature du contrat étant de (..... %). € HT

Soit.....euros **TTC**
(en toutes lettres)

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par la maîtrise d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux. Le passage de la rémunération provisoire à la définitive se fera par libre négociation. Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo des études. Ce forfait est exclusif de tout autre émolument au remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Décomposition de la rémunération du maître d'œuvre par élément de la mission

Missions de base	% du Total	Prix € HT	Prix € TTC
APD		€ HT	€ TTC
PRO		€ HT	€ TTC
ACT		€ HT	€ TTC
EXE		€ HT	€ TTC
DET		€ HT	€ TTC
AOR		€ HT	€ TTC
Total mission de base	100,00 %	€ HT	€ TTC
Missions complémentaires			
DIAG		€ HT	€ TTC
OPC		€ HT	€ TTC
CSSI		€ HT	€ TTC
DQD		€ HT	€ TTC
ATE		€ HT	€ TTC
Total du marché (missions de base et complémentaires)		€ HT	€ TTC

Option : Space planner			
Montant		€ HT	€ TTC

Total du marché (missions de base, complémentaires et option)		€ HT	€ TTC
----------------------------------------------------------------------	--	-------------	--------------

La répartition des honoraires ne peut être modifiée par les candidats sous peine de voir leur offre rejetée. Le forfait définitif est arrêté dès que le coût prévisionnel CO est établi dans les conditions précisées à l'article 3.2 du CCAP.

Modalités de rémunération.

Le forfait de rémunération est rendu définitif selon les dispositions de l'article 3.2 du CCAP. La part attribuée à chaque cotraitant est fixée dans l'article 3 du présent acte d'engagement.

3 ARTICLE 3 – PAIEMENTS

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit :

1^{er} contractant :

Compte ouvert au nom de :

Sous le numéro : Clé RIB :

Banque :

Code banque : Code guichet :

- ☐ J'accepte l'avance à laquelle je peux éventuellement prétendre, conformément à l'article 5.1 du CCAP.
☐ Je refuse de percevoir l'avance à laquelle je peux éventuellement prétendre, conformément à l'article 5.1 du CCAP.

2^{ème} contractant :

Compte ouvert au nom de :

Sous le numéro : Clé RIB :

Banque :

Code banque : Code guichet :

- ☐ J'accepte l'avance à laquelle je peux éventuellement prétendre, conformément à l'article 5.1 du CCAP.
☐ Je refuse de percevoir l'avance à laquelle je peux éventuellement prétendre, conformément à l'article 5.1 du CCAP.

3^{ème} contractant :

Compte ouvert au nom de :

Sous le numéro : Clé RIB :

Banque :

Code banque : Code guichet :

- ☐ J'accepte l'avance à laquelle je peux éventuellement prétendre, conformément à l'article 5.1 du CCAP.
☐ Je refuse de percevoir l'avance à laquelle je peux éventuellement prétendre, conformément à l'article 5.1 du CCAP.

Important : toute case non renseignée vaut renonciation à l'avance.

Répartition par cotraitant (si nécessaire joindre en annexe la répartition des missions par cotraitant)

Missions	% du Total	Répartition par cotraitant			Total global HT
Missions de base		Part de.....	Part de.....	Part de.....	
APD					
PRO					
ACT					
EXE					
DET					
AOR					
Total mission de base	100,00 %				

Missions	% du Total	Répartition par cotraitant			Total global HT
Missions complémentaires		Part de.....	Part de.....	Part de.....	
DIAG					
OPC					
CSSI					
DQD					
ATE					
Option : mission Space planner					
Total					

4 ARTICLE 4 – SOUS TRAITANCE *(dans les limites de l'article 1.4 du CCAP)*

Indiquer suivant le cas :

- ☐ Pour l'exécution du marché, je n'envisage pas de recourir à un ou plusieurs sous-traitants,
☐ Les annexes n° au présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant
des prestations que : ☐ J'envisage
☐ Nous envisageons

De faire exécuter par des sous-traitants payés directement, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance, le montant des prestations sous traitées, indiqué dans chaque annexe, constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la notification du marché.

Le montant total des prestations que : ☐ J'envisage
☐ Nous envisageons

De sous-traiter conformément à ces annexes est de : **Euros**
En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant que :

- ☐ J'envisage
☐ Nous envisageons

De faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé leur acceptation à la personne représentant le pouvoir adjudicateur ; les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le(s) sous-traitant(s) concerné(s) pourra(ont) présenter en nantissement.

Désignation du sous-traitant	Nature de la prestation	Montant de la prestation TVA incluse	Mention de l'agrément ⁽¹⁾

5 ARTICLE 5 – DELAI DE PAIEMENT

Conformément aux dispositions de l'article R 2192-10 du code de la commande publique, le délai global maximum de paiement est de 30 jours.

A l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement dans les conditions prévues aux articles L 2192-13 et R 2192-31 à 36 du code de la commande publique.

⁽¹⁾ A compléter par le Maître d'ouvrage. L'agrément emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

6 ARTICLE 6 – DELAIS D'EXECUTION

Le marché débute à la notification du marché et se termine à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

Les délais d'exécution des documents d'étude et du dossier des ouvrages exécutés sont les suivants :

DIA	2 semaines
APD	3 semaines
PRO	4 semaines
ACT (DCE)	2 semaines
ACT (rapport d'analyse)	1 semaine
VISA	2 semaines (<i>à compter de la transmission des plans par les entreprises</i>)
AOR (DOE)	2 semaines

Le point de départ de chacun de ces délais est fixé à l'article 7 du CCAP.

ENGAGEMENT DU CONTRACTANT

Le présent acte d'engagement est fait en seul original

Fait à :

Le :

Mention manuscrite « lu et approuvé »

Signature du (ou des) contractants :

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée

Fait à Nancy,

Le

**Le Pouvoir adjudicateur,
L'UGECAM NORD EST,
Représenté par la Directrice Générale,
Mme Christelle PROST**

6.1 Notification du marché

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie certifiée conforme du marché au titulaire (*dans ce cas le titulaire signera la formule ci-dessous*). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception (*dans ce cas, l'avis de réception daté et signé par le titulaire sera collé ci-dessous*)

Remise contre récépissé

Reçus à titre de notification une copie certifiée
Conforme du présent marché

A : Le :
Signature du titulaire

Remise par lettre RAR

Réception par le titulaire de la copie certifiée
Conforme

Le :
(*Accusé de Réception Postal ci-dessous*)

7 ANNEXE 1 – DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché.

7.1 Identification de l'acheteur/pouvoir adjudicateur

- Désignation de l'acheteur :
Madame Christelle PROST, Directrice Générale de l'UGECAM NORD EST
- Personne habilitée à donner les renseignements prévus articles R 2191-59 à 62 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances) :
Monsieur Pierre-Yves Gérard, Directeur comptable et financier de l'UGECAM NORD EST

7.2 Objet du marché

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles. Ces prestations incluent des études et la direction des travaux nécessaires à l'exercice de la mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux de réhabilitation intérieure. L'objectif de ces travaux est d'améliorer l'état de l'existant afin de mieux répondre à l'évolution des usagers et leur confort, en aménageant une partie des locaux de l'UGECAM IME, tout en assurant leur conformité au code du travail.

7.3 Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue (*Cocher la case correspondante*) :

- ☐ Un document annexé à l'offre du soumissionnaire
- ☐ Un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (*sous-traitant présenté après attribution du marché*)
- ☐ Un acte spécial modificatif : il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

7.4 Identification du soumissionnaire ou titulaire du marché

- Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :
- Adresses postale et du siège social (*si elle est différente de l'adresse postale*) :
- Adresse électronique :
- Numéros de téléphone et E-Mail :
- Numéro SIRET :
- Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :
- Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : (*Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant*) :

7.5 Identification du sous-traitant

- Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :
- Adresses postale et du siège social (*si elle est différente de l'adresse postale*) :
- Adresse électronique :
- Numéros de téléphone E-Mail :
- Numéro SIRET :
- Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :
- Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant (*Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant*) :

7.6 Nature des prestations sous-traitées

(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)

7.7 Prix des prestations sous-traitées

- Montant des prestations sous-traitées : *Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée infra, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.*
 - Taux de la TVA : %
 - Montant HT : €
 - Montant TTC : €
- Modalités de variation des prix :
- Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement *direct* (*tel est le cas si le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 euros TTC*) :
(Cocher la case correspondante)

☐ OUI

☐ NON

7.8 Conditions de paiement

- Compte à créditer (Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

- Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :
(Cocher la case correspondante)

☐ OUI

☐ NON

7.9 Capacités du sous-traitant

(Ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2)

- Récapitulatif des informations et renseignements demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

-
-
-
-
-

- Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :
- Renseignements nécessaires pour y accéder :

7.10 Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des interdictions de soumissionner

Le sous-traitant déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L 2141-1 à 6 du code de la commande publique.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante : ☐

(*) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

Documents de preuve disponibles en ligne

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder : (Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée)

- Adresse internet :
- Renseignements nécessaires pour y accéder :

7.11 Cession ou nantissement des créances résultant du marché public

(Cocher les cases correspondantes)

1^{ère} hypothèse

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R 2193-22 du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le présent document :

☐ L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

☐ Une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2^{ème} hypothèse

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

☐ Le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article R 2193-22 du code de la commande publique qui est joint au présent document ;

OÙ

☐ L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- Soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- Soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.
- Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

7.12 Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

(Lorsque ce document est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le document n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, le renvoie complété au titulaire afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant)

A :

Le :

Le sous-traitant :

A :

Le :

Le soumissionnaire ou le titulaire :

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A :

Le :

Le représentant de l'acheteur :

NOTIFICATION DE L'ACTE SPECIAL AU TITULAIRE

(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public)

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :
(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :
Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A :

Le :